

DROITE-EXTRÊME DROITE

Vers un scénario à l'italienne ?

L'accession au pouvoir de Nicolas Sarkozy a été jalonnée d'appels du pied vers les électeurs du Front national; ainsi en 2007 Le Pen fustigeait les propositions de l'UMP comme de pâles copies de ses idées.

Les mesures prises par le gouvernement depuis 2007 sont indéniablement les marques d'un recul réactionnaire et raciste quant à la gestion de l'immigration (cf. les dernières mesures annoncées par Claude Guéant), mais aussi des différents groupes qui composent notre société: stigmatisation des Roms et des modes de vie nomades, diabolisation permanente de l'islam, lois liberticides etc.

Florence Haegel, directrice de recherches à la fondation nationale des sciences politiques, souligne que «les allées et venues de certains électeurs entre la droite et l'extrême droite sont une constante», et que la «porosité» est d'autant plus forte que les discours portés par les deux pôles convergent.

Au-delà des mesures antisociales du gouvernement, c'est l'ensemble du débat politique de ces derniers mois qui a été phagocyté par les multiples expressions du racisme de l'équipe gouvernementale.

La xénophobie de Guéant, les propos à connotation antisémites des Jacob ou Wauquiez à l'encontre de Dominique Strauss-Kahn, l'accueil triomphal réservé par l'UMP au «brillant intellectuel» Eric Zemmour et les acclamations de sa remise en cause des lois mémorielles, l'islamophobie permanente de Jean-François Copé..., tout cela contribue à banaliser le propos raciste. De même, le maintien de Brice Hortefeux à son ministère (jusqu'au remaniement de février dernier), alors que la justice l'avait condamné, était

BRUITS DE TALONNETTES À L'UMP



un signe fort quant à l'abandon d'une certaine posture gaulliste longtemps adoptée par la droite traditionnelle.

VERS UN ÉCLATEMENT DE L'UMP ?

«Droite populaire» et «Droite libre» entraînent les débats au sein de la majorité parlementaire vers une radicalisation continue; leurs interventions ont pesé sur les questions de bioéthique, la déchéance de nationalité, ou sur les stratégies et consignes de vote vis-à-vis du FN (communiqué de presse de «Droite libre» du 23 mars 2011). Marianne s'aventure d'ailleurs à qualifier cette frange de la droite de «pétainiste», sans doute abusivement...

Par ailleurs, le centre droit (autour de Borloo) annonce la création d'une «confédération centriste

indépendante». Le souverainiste Dupont-Aignan évoque une «Union des républicains» cherchant sans doute à occuper le même créneau que Dominique de Villepin avec «République sociale».

Cependant, Dupont-Aignan, «garant» de la droite gaulliste, n'hésite pas à s'exprimer sur des sites d'extrême droite et évite soigneusement de condamner les positions de Marine Le Pen, il se contente de marteler qu'il est un «meilleur candidat de second tour».

Au sein même du gouvernement, rappelons pour mémoire le passé d'extrême droite du ministre de la Défense, Gérard Longuet, sans parler des «perles» d'Hortefeux et Guéant ou des incitations de Frédéric Lefebvre à la délation.

On peut cerner le problème avec les différentes

interventions de Jean-François Copé, et notamment son refus du front républicain au soir du premier tour des cantonales, rompant avec une posture historique de la droite traditionnelle.

Cet éclatement possible de l'UMP se traduit dans les affrontements entre le secrétaire de l'UMP et François Fillon qui a choisi d'adopter la posture «républicaine» du refus de l'alliance avec le FN. Ces divergences se manifestent également dans les interviews de députés qui commencent à se positionner en faveur du Premier ministre pour 2012, bien qu'il ne semble pas envisageable, à l'heure actuelle, de proposer une alternative à droite à une nouvelle candidature de Nicolas Sarkozy (bien que les intentions soient versatiles, le *Nouvel Observateur* du 24 février 2011 indiquaient que 69% des sympathisants de droite souhaitaient la candidature du président).

Cette évolution de la droite de pouvoir est particulièrement inquiétante car elle ouvre des portes à des scénarios qui jusqu'à présent tenaient de la science-fiction.

De glissements en dérapages, l'UMP a été capable d'imposer un ministère de l'Identité nationale et durcit continuellement les lois qui touchent à l'immigration.

Par ailleurs les membres ou ex-membres du gouvernement multiplient les déclarations de tolérance envers la nouvelle figure du Front national. Marine Le Pen incarnerait ainsi un FN plus présentable. Comment ignorer les propos de l'ancien ministre de l'Éducation Luc Ferry déclarant «préférer Marine Le Pen à Olivier Besancenot parce qu'elle au moins est raisonnable»!

Au-delà de l'anecdote, cela permet de considérer Marine Le Pen comme une figure banalisée de la scène politique française, avec qui on peut discuter et donc, a fortiori, s'allier...

UN SCÉNARIO À L'ITALIENNE ?

Après son échec aux élections municipales à Rome en 1993, Gianfranco Fini, secrétaire général du Movimento Sociale Italiano (MSI), a voulu faire sortir son organisation de la marginalité et la faire peser sur la politique menée par la droite italienne y compris par des alliances de gouvernement. Entré au gouvernement en 1994, il achève le tournant de son parti en créant, en janvier 1995, l'Alliance nationale.

L'Alliance nationale se construit sur la ligne du «post-fascisme», une orientation qui revendique le fascisme comme héritage historique mais non comme une ligne politique à faire perdurer.

En l'occurrence, c'est le berlusconisme qui a fait changer l'ex-MSI en un parti de droite dure, concurrencé sur sa droite par la Ligue du Nord.

Le Front national, s'il désire nouer des alliances, veut le faire sur sa propre ligne politique. En cela il suit la logique des populistes danois du Dansk Folkeparti, qui sur cette base ont obtenu 25 sièges au parlement national.

Il renoue ainsi avec la stratégie mégrétiste dont on avait pu voir, lors des élections régionales de 1998, l'étendue des dégâts au sein de la droite française.

Sachant que le contexte n'est pas le même, il faut se rappeler que c'est le «cordon sanitaire» ainsi que la mobilisation de terrain qui avaient permis de briser la dynamique frontiste et de contribuer, en grande partie, aux divisions qui menèrent à l'éclatement du FN.

Cependant, pour un certain nombre d'éditorialistes, d'élus de droite et d'intellectuels souverainistes, la «mue» républicaine est acquise... À titre d'exemple, on peut noter les positionnements de députés comme Christian Vanneste ou Jérôme Rivière, ou les propos de journalistes, comme Élisabeth Levy: «Je crois que l'on devrait traiter le FN comme un parti normal». Selon l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*, trois élus UMP du sud de la France auraient rencontré récemment Marine Le Pen, une «initiative» serait en préparation.

Ainsi, si «le pire n'est jamais certain», la situation actuelle laisse présager une recombinaison de fond pour les années à venir. La droite bouge, et le FN semble prêt à se donner un nouveau visage, plus «respectable», plus... «crédible».

Cinq ans paraissent suffisants pour que le scénario d'un ticket gagnant UMP/FN prenne toute l'épaisseur nécessaire.

Lucia de Cleyre



Jean-Yves Camus

Regards

Propos recueillis par Gabriel Gérard

Extrêmes droites en Europe

Entretien avec Jean-Yves Camus, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

Les élections européennes de 2009 révélèrent une forte poussée des droites conservatrices et des extrêmes droites. Concernant ces derniers, les scrutins nationaux qui se déroulent, depuis 2009, semblent confirmer cette tendance. Quelles sont les forces concernées? Quelles sont les raisons de cette progression?

La tendance s'est effectivement confirmée lors des élections législatives finlandaises du 17 avril, qui ont vu les «Vrais Finnois», un parti populiste eurosceptique et xénophobe, remporter 18% des voix. C'est un cas d'école, montrant à quel point la nature des droites radicales a changé: comme l'Union démocratique du centre (UDC) suisse, le Parti de la liberté du néerlandais Geert Wilders ou le Parti du peuple danois, cette formation finlandaise est hostile au multiculturalisme et à l'immigration, opposée au principe même d'une Europe supranationale, se donnant comme une alternative globale aux élites et aux partis traditionnels. Comme Wilders ou le Parti du progrès en Norvège, les Vrais Finnois sont favorables à l'intervention de l'État dans l'économie et le social, ce qu'on retrouve dans le nouveau cours imprimé au Front national (FN) par Marine Le Pen. La diversité est plus grande sur les questions dites «de société»: les Vrais Finnois sont ultraconservateurs alors que Geert Wilders, comme naguère Pim Fortuyn, concentre ses attaques sur l'islam au nom de valeurs traditionnellement associées aux combats de la gauche: liberté des moeurs; égalité des sexes; laïcité. Les raisons de ces succès électoraux sont différentes selon les pays et les contextes politiques. Cependant des éléments communs sont identifiables: le rejet d'une société

devenue, dans les faits, pluri-religieuse et pluriculturelle; le sentiment que les élites sont coupées de l'électorat; la crainte des bouleversements induits par la mondialisation et d'un monde devenu moins «lisible» avec la fin des grandes idéologies mobilisatrices ou la fin de la division Est-Ouest.

Le Front national, qui fut longtemps le modèle de nombreux partis d'extrême droite en Europe, semble aujourd'hui piocher sa stratégie chez d'autres organisations. Pourriez-vous nous en dire plus?

Le FN dirigé par Marine Le Pen a compris qu'il devait abandonner toute alliance avec des formations d'extrême droite qui présentent un caractère de repoussoir. Son problème est de trouver des alliés qui acceptent de s'afficher avec lui. L'inflexion anti-islam du discours mariniste pousserait au rapprochement avec Wilders et l'UDC, mais ces deux partis gardent leurs distances avec Le Pen. L'attitude de la Ligue du Nord est ambiguë: Marine Le Pen est allée à Lampedusa en compagnie d'un de ses eurodéputés, Mario Borghezio, mais c'est un ministre de l'Intérieur leghiste, Roberto Maroni, qui a délivré les permis de séjour aux immigrés tunisiens cherchant à gagner la France depuis Vintimille. Quant au parti de Gianfranco Fini, il s'est prononcé clairement contre Marine Le Pen. Le FN me semble donc avoir regardé ce qui se passe en Suisse ou en Hollande sans pour autant tenter de reproduire un modèle. Il est en effet confronté à une nécessité qui ne s'impose ni à Wilders ni à Blocher: donner l'impression de rompre avec une filiation intellectuelle qui est proprement d'extrême droite.

Quelle est l'activité du Front national au Parlement européen? Avec qui?

Cette activité est quasi nulle, l'Alliance européenne des mouvements nationaux, dirigée par Bruno Gollnisch, étant en sommeil. Siégeant comme non-inscrits, les députés du FN, du Vlaams Belang ou du BNP britannique sont marginalisés. Au sein du groupe «Europe de la Liberté et de la démocratie» se retrouvent en revanche Philippe de Villiers, la Ligue du Nord, les Vrais Finnois, le LAOS grec, le Parti danois du peuple, les ultranationalistes slovaques et les eurosceptiques anglais de UKIP. Le centre de gravité de la droite «dure» est là.

Le FN et le Jobbik hongrois sont alliés au sein de l'Alliance européenne des mouvements nationaux. Cette proximité n'est-elle pas contradictoire avec la «dédiabolisation» souhaitée par Marine Le Pen?

Avec 17% des voix, Jobbik est une force politique importante qui, effectivement, ne correspond pas au profil des formations avec lesquelles Marine Le Pen veut s'allier. En particulier, on signalera son antisémitisme assumé, son racisme anti-Roms fait de violences physiques à répétition, sa curieuse fascination pour les racines de l'identité nationale dans le pantouranisme¹, autrement dit dans une idéologie proche de l'ethnisme nationaliste turc.

1. Courant idéologique politique prônant l'union de tous les peuples touraniens, c'est-à-dire descendant des tribus turcophones d'Asie centrale.



Par **Yvan Lemaitre**

CONTRE LE POPULISME ET L'EXTRÊME DROITE, URGENCE SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE

Partout à travers l'Europe, le populisme, l'extrême droite progressent. Les récentes élections pour le Parlement finlandais en sont la dernière illustration. Le parti dit des Vrais Finnois a multiplié son score par cinq, obtenant 19% des voix. Ici, les résultats des élections cantonales comme les sondages pour l'élection présidentielle annonçant un « 21 avril » à l'envers confirment la montée du Front national version Marine Le Pen. Le phénomène est profond et se nourrit des mêmes mécanismes sociaux et politiques. Il est le fruit pourri du développement de la crise dans laquelle les classes dominantes ont plongé la société, de la démoralisation, du désespoir des classes populaires qui subissent le recul social et politique sans que le mouvement ouvrier soit à même d'imposer ses propres réponses à la crise du capitalisme. Il se nourrit de la démagogie de la droite comme de l'impuissance de la gauche libérale. Sarkozy prétendait marginaliser le FN, il n'a fait que le renforcer en créant un terrain politique favorable à plus de démagogie encore que lui, en particulier en flattant la xénophobie et le racisme. Marine Le Pen dénonce la mondialisation, la dette et les déficits, l'austérité sociale, « les monnaies de papier (dollar, euro.) », annonce l'effondrement du système financier pour vanter... « le modèle économique patriote » ! Elle part en guerre contre l'Europe des banques, prône la sortie de l'euro, vante un retour à l'étatisme pour protéger les classes populaires, prétend défendre les travailleurs. Imposture, mensonges et démagogie qui ne visent qu'à offrir un exutoire au mécontentement, à la révolte des classes populaires pour les diviser et les détourner de leurs vrais adversaires, les classes dominantes, le patronat au service desquels Marine Le Pen rêve de mettre son parti. Le tournant Marine Le Pen, c'est faire du FN un parti de gouvernement, un parti « dédiable », c'est-à-dire capable de participer au jeu institutionnel, d'où l'exclusion de l'élu de l'Isère adepte du salut nazi ou la volonté de mettre à l'écart les skinheads... Cette stratégie politique qui vise à ouvrir les portes du pouvoir au FN ne diminue en rien le danger qu'il représente, bien au contraire. La seule réponse à la menace du FN dépend de la mobilisation, de l'unité des travailleurs et de la jeunesse, de leurs organisations pour mettre en œuvre une politique d'urgence sociale et démocratique, défendre les droits des travailleurs, de la population, imposer des mesures radicales contre la dictature de la finance, faire vivre la solidarité des opprimés par-delà les frontières dans la perspective d'une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples.

Du F-haine au F(u)N ?

Campagne interne de succession à la tête du Front national (FN), sondages plaçant Marine Le Pen au second tour de la présidentielle de 2012, bons résultats lors de cantonales pourtant marquées par l'abstention, multiplication d'interventions médiatiques propices à sa banalisation : le FN redevient audible dans la société française. Un nouveau cycle s'ouvre pour le parti d'extrême droite.

Une erreur serait de réduire la poussée frontiste à une pure construction médiatique, à une manipulation politique, comme certains s'empressent de l'analyser. Une autre serait de rester sur de vieux schémas ou de se laisser bernier par l'habillage et de crier à la révolution stratégique. Les mêmes avaient, le plus souvent, enterré le FN et ne s'étaient pas préoccupés d'analyser, dans la durée, les évolutions de ce courant en perpétuelle mutation.

Le bon vieil adage giscardien du « changement dans la continuité » illustre la situation du FN : changements d'équipes, de structures, d'habillage, exploration de nouveaux territoires, mais continuité familiale, de stratégie (la dédiablement déjà tentée dans les années 1990), d'amitiés avec les franges radicales de l'extrême droite, et sur le fond programmatique.

PARTI EN TRAVAUX...

Depuis la scission de 1998, de nombreux cadres et militants ont quitté le FN. Même si la « primaire » entre Gollnisch et Marine Le Pen lui a donné l'occasion de renouer avec des adhésions¹, le FN n'a toujours pas reconstitué un appareil militant national performant. La présence dans 400 cantons de moins qu'en 2004 ainsi que les candidatures fantômes² voire « atypiques »³, le recrutement de candidats via Internet prouvent cette carence. En plus d'une crise structurelle, le FN est plombé par d'importants soucis financiers (dette de plusieurs millions d'euros envers F. Le Rachinel, vente du Paquebot - ancien siège du FN - en stand-by, conflits prud'homaux). Tout cela n'a pas empêché le FN d'obtenir de bons résultats aux cantonales tant face à l'UMP que face aux formations de gauche, de confirmer son enracinement électoral à l'est de l'axe Nord-Pas-de-Calais/Paca⁴ et de progresser dans des régions jusque-là relativement épargnées par le vote frontiste, porté par « la vague brune marine ».

... MAIS CONTINUITÉ DU PARTI

Le processus menant de la « primaire » frontiste aux cantonales a contribué au redressement du parti par un nouvel « effet Le Pen » comparable à celui des années 1980. Le parti d'extrême droite récolte ainsi les fruits du travail d'actualisation de son discours et de restructuration de l'appareil entamé dès 2002.

Le congrès de Tours a permis de maintenir la famille frontiste unie, contrairement à ce que souhaitaient les partisans de B. Gollnisch extérieurs au FN (MNR, NDP et PDF), qui voyaient dans la stratégie de Marine Le Pen un dévoilement des « fondamentaux », et l'occasion d'une recomposition de l'extrême droite autour de sa frange « orthodoxe » le plus souvent issue (départs ou exclusions) du FN. C'est finalement en restant au FN que les « intransigeants » font le plus de tort à Marine Le Pen. En effet, celle-ci cherche à rendre le FN respectable afin de capter les déçus du sarkozysme issus de la majorité présidentielle le moment venu. Pour cela, il s'agit de se débarrasser, en apparence, des nostalgiques de la Collaboration et de l'Empire colonial français ainsi que du « folklore » néonazi mettant en péril la tactique de dédiablement et de banalisation du parti à l'œuvre ces dernières années. Le traitement, conflictuel au sein du FN, du cas de l'élu frontiste Alexandre Gabriac, pris en photo en train de faire le salut nazi, éclaire les contradictions tactiques à l'œuvre au sein du FN sans pour autant être la preuve d'une rupture dans la filiation historique du parti.

CONTINUITÉ PROGRAMMATIQUE

Un œil sur le fond programmatique du FN finit de nous convaincre que, derrière le « relooking », il reste bien d'extrême droite, raciste, antisocial, dangereux pour les travailleurs. Ceux qui y voient un tournant social récent oublient que ce tournant s'est opéré... dès 1995 ! À cette époque, le FN pro-Reagan des années 1980 tourne le dos au libéralisme et porte un discours pseudo social, avec comme clef de voûte la « préférence nationale » (une société d'apartheid social, inégalitaire à la recherche de boucs émissaires) et le protectionnisme. Le FN tente aussi de renouer avec l'activité catégorielle que ce soit par la relance du « Cercle national des Juifs français » ou celui des « travailleurs syndiqués » avec la création de syndicats « libres », déjà tentée dans les années 1990. Rien de nouveau donc, si ce n'est l'audience de ces initiatives. Ainsi,

il n'était pas envisageable il y a quelques années, que Marine Le Pen puisse être pressentie comme invitée à Radio J (invitation annulée par la mobilisation des associations juives de France), ou que des « coming out » de militants frontistes dans les syndicats puissent être organisés.

NOUVELLE PÉRIODE

Au-delà du renouvellement générationnel de ses dirigeants, c'est donc moins le FN qui a changé que son environnement. Depuis des années, la société française est « travaillée » par des discours xénophobes, sécuritaires, destructeurs de solidarité qui ont préparé le terrain à la validation des thèses frontistes. En 2007, la stratégie « néo-conservatrice » menée par Nicolas Sarkozy, qui devait réduire durablement l'électorat Front national à peau de chagrin en lui confisquant son discours, a prouvé ses limites. Elle se retourne contre la droite au pouvoir, sur fond de rejet de sa politique sans alternative crédible à gauche (le retour du débat sur la candidature unique escamote, pour sa part, la question cruciale de la politique à mener). Le venin d'extrême droite a été distillé depuis longtemps, au plus haut sommet de l'État. La stratégie de dédiablement du FN n'en est que plus aisée à mettre en œuvre, puisque des éléments de son programme sont dans le débat public. Si les paroles s'envolent, les lois et projets restent et tendent à une inflexion constitutionnelle faisant reculer toujours plus le droit du sol et pouvant rendre légale la préférence nationale. La crise du capitalisme finit de rendre audibles les propositions économiques protectionnistes du FN, alors que le capital de sympathie de ce parti se « limitait » jusque-là aux questions d'immigration et de sécurité.

NOUVELLES POSTURES

Le retour du FN dans le jeu politique est favorisé par une véritable stratégie Internet et la mise en place de structures telles que le « think tank » *Idées Nations*, chargé de la production idéologique ou l'existence

d'une garde rapprochée, un « shadow cabinet », très réactive. L'exploration de « nouveaux territoires » par le FN annonce une activité du parti d'extrême droite en direction de nouveaux secteurs de la société. La vigilance s'impose donc. Le discours social, s'il n'a rien de nouveau, fait partie de la stratégie frontiste visant à élargir son électorat (l'adresse de Marine Le Pen aux fonctionnaires et aux services publics), tout comme le sont les repositionnements thématiques autour de la République, la laïcité, l'État régulateur, l'écologie... Autant de terrains que le FN prétend occuper afin d'être perçu comme l'alternative crédible aux partis du « Système ».

Il est indispensable de démontrer que le FN n'est toujours pas « un parti comme les autres », mais qu'il n'est pas pour autant le parti « anti-système » qu'il prétend représenter. Il est urgent de repenser les formes de l'action antifasciste en fonction des terrains qu'occupent le FN et de renouer avec une vigilance antifasciste à la fois unitaire et de masse.

Au-delà de ces résistances, la construction d'une alternative crédible de gauche, en rupture avec la société capitaliste, est, plus que jamais, à l'ordre du jour.

Eliane Berthier

1. En 2004, le nombre d'adhérents était d'environ 18000. Le siphonnage de 2007 a créé un important reflux. Au congrès de Tours, en janvier 2011, 22000 adhérents pouvaient élire le nouveau président.
2. Lefigaro.fr, 24 mars 2011.
3. Dans l'Est, un vieillard de 80 ans reclus dans sa maison de retraite; une call-girl gothique dans le Nord; à Strasbourg 6, le candidat FN, qui depuis dément, déclarait aux *Dernières Nouvelles d'Alsace* « regretter que les résidents étrangers n'aient pas le droit de vote en France alors qu'ils ont le devoir fiscal ».
4. Lors des régionales de 2010, le FN obtenait 22,87% en Paca; 22,2% dans le Nord-Pas-de-Calais; 19,38% dans le Languedoc-Roussillon; 19,30% en Picardie; 18,44% en Lorraine.



- FAUCOUR -

F-haine : natio

Le 8 avril, Marine Le Pen présentait les « Grandes orientations économiques » de son parti. L'objectif est de doter celui-ci d'un programme économique crédible, dont ses détracteurs ont souvent pointé l'absence. Ces orientations sont données dans la foulée d'une véritable offensive de la fille Le Pen vis-à-vis du monde du travail : son discours s'est teinté, dans le contexte actuel de crise, d'un vernis « social ». Il s'agit de gagner un électorat de gauche, de se réapproprier des thèmes du mouvement social, dans le cadre d'une stratégie d'investigation de « nouveaux territoires ». Et notamment les syndicats, comme l'a illustrée l'affaire Engemann. Est-ce un « tournant social » d'inspiration mariniste ? Quelle est la nature du programme du FN et quelles seraient les conséquences de son application pour les salariés ?

Le « tournant social » mis en avant par les médias et pleinement assumé par Marine Le Pen n'est que la reprise d'une stratégie mise en œuvre dès le début des années 1990', sous la houlette de... Bruno Mégret. En 2002, malgré un appareil et une surface militante affaiblis à la suite de la scission autour de ce dernier, le FN accède au second tour de la présidentielle dominée par le thème de l'insécurité, traditionnellement porteur pour celui-ci. Aidés en cela par une gauche sociale-libérale paralysée sur les questions sociales, le FN obtient entre 20 et 30% des voix chez les ouvriers et employés, et à peu près autant chez les chômeurs et les jeunes. Le trou est creusé.

« FAIRE FABRIQUER PAR DES ESCLAVES POUR VENDRE À DES CHÔMEURS » ?

Dès 2004, Marine Le Pen, qui s'est choisi pour fief le Nord-Pas-de-Calais, terre de gauche frappée de plein fouet par les crises économiques successives, choisit comme cheval de bataille « l'insécurité sociale ». Elle va faire de cette région et notamment de la municipalité d'Hénin-Beaumont (dont son lieutenant Steeve Briois, promu secrétaire général du FN lors du congrès de Tours de janvier 2011, faillit remporter la mairie à deux reprises) un véritable laboratoire de sa stratégie sociale, y dénonçant la mondialisation, le capitalisme financier, le chômage, les délocalisations... Elle propose ainsi d'interdire



Manifestation du FN, 1^{er} Mai 2010, Paris. Ici, le mariniste Thierry Maillard (de dos) à la tête de ses troupes du réseau « France nationaliste ». (DR)

les licenciements aux entreprises subventionnées par la région et n'hésite pas à dénoncer le PCF comme ne jouant plus son rôle de défenseur des travailleurs, tout en calquant sur lui ses méthodes d'intervention : porte-à-porte, réseaux d'entraide³...

« NOUS FAISONS CE QUE LE PCF NE FAIT PLUS »

Lors de la campagne des régionales de 2008, elle et son équipe revendiquent d'être intervenus devant les portes d'une trentaine d'usines de la région. Sans jamais se voir opposer de résistance de la part des équipes syndicales. Cet épisode est symptomatique à la fois de la banalisation du FN, de l'affaiblissement des organisations du monde du travail (de telles interventions auraient été impensables dans les années 1990), et de l'audience que le FN parvient à se construire sur ces thématiques.

VESSIES ET LANTERNES

Le 9 décembre 2010 sur le plateau d'À vous de juger sur France 2, alors que le mouvement contre la réforme des retraites s'est achevé sur une défaite, Marine le Pen affirme être pour le rétablissement de l'âge légal de

départ à la retraite à 60 ans. Et peu importe qu'au moment où elle fait ses déclarations, le programme du FN préconise encore de... repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans⁴. Elle entend ainsi aller dans le sens d'un mouvement auquel ni elle ni son parti n'ont participé, renvoyant dos à dos gouvernement et syndicats (Gollnisch appelant lui tout simplement à des poursuites pénales contre la CGT pour « sabotage »). Car la principale caractéristique du FN est précisément d'avoir toujours dénoncé la « gréiculture » (sans jamais se prononcer ouvertement contre le droit de grève en tant que tel).

Il a aussi toujours dénoncé le caractère « politique » (qu'il conteste) de l'action syndicale, cette dernière étant considérée comme allant à l'encontre de « l'intérêt national ». Les syndicats, que le FN a beau jeu de juger minoritaires et non représentatifs, sont accusés de prendre en otages tantôt les travailleurs, tantôt les usagers de services publics lorsque les « ponctionnaires » se mettent en grève pour défendre leurs prétendus privilèges... Il s'agit pour le FN de réformer la représentativité syndicale⁵

pour briser les confédérations et favoriser l'émergence de « syndicats » de branches, éclater les cadres de la négociation collective. L'objectif étant d'instaurer des corporations (comme sous Vichy...) cherchant à concilier des intérêts contradictoires, dans le cadre d'une économie repliée sur le cadre national. Et donc à défendre les intérêts du patronat (dont il exige l'allègement des cotisations sociales), auquel il ferait le cadeau ultime de « simplifier » le code du travail, notamment en instaurant un « Contrat professionnel d'activité » qui rendrait les travailleurs définitivement corvéables à merci. Le tout en instaurant la préférence nationale, qui passerait par une surcotisation sociale de 35% des travailleurs non nationaux et leur exclusion des prestations sociales.

MARINE PLUS FRÉQUENTABLE QUE JEAN-MARIE... POUR LE PATRONAT !

Cette stratégie qui était celle de Marine Le Pen et de ses proches est depuis le congrès de Tours celle du FN lui-même, comme en atteste son discours d'investiture au cours duquel elle s'autoproclame seule défenseuse de la République, cite Jaurès, dénonçant les injustices sociales et « l'argent-roi » aussi bien que la « gauche du FMI », et en appelant à l'État (cité 46 fois) pour les combattre. Elle se fend même peu après d'une « lettre aux fonctionnaires », dénonçant la RGPP et défendant un État-protecteur, parlant de l'École comme « saignée à blanc » et de l'hôpital public comme « exsangue ». Si certains aspects de son discours marquent une véritable rupture avec celui de son père, le tournant « social » de Marine Le Pen jusque-là en porte-à-faux avec ce que proposait vraiment son parti va-t-il être résolu par le « nouveau » programme destiné à rendre le FN crédible en tant que candidat au pouvoir ? Rien n'est moins sûr. Pour ce que l'on en connaît à l'heure actuelle⁶, le programme économique du FN est axé autour de la sortie de l'euro, dont le

socle s'intitule « se réarmer face à la mondialisation » et d'une politique protectionniste menée par un « État-stratège », qui vise essentiellement à la défense des classes moyennes (que l'on ne saurait lui confier). Ne défendant en rien les travailleurs, cherchant à préserver le capitalisme en crise et non à le renverser, notamment en « divisant ceux qui devraient être unis et en unissant ceux qui devraient être divisés », il s'agit là d'un véritable programme de combat que le FN propose à la bourgeoisie et à elle seule.

Alexandre Timbaud

1. Sur l'opportunisme du FN et ses différents tournants, voir l'article : <http://www.npa2009.org/content/front-national-histoire-chaotique-d%E2%80%99un-%C2%A8B%E2%80%89cam%C3%A9A9%C3%A9on%E2%80%89C2%BB-politique>
2. Formule souvent employée par Marine Le Pen à propos de la mondialisation.
3. Voir à ce sujet le documentaire *Au pays des gueules noires, la fabrique du Front national*, Édouard Mills Affif, 2004.
4. Ce passage a depuis été modifié : le FN préconise désormais le maintien de 40 annuités de cotisations « sans considération d'âge légal de la retraite et la liberté donnée aux Français de travailler au-delà s'ils le désirent »... tout en défendant la possibilité de recourir aux retraites par capitalisation, soit exactement ce que souhaitait le gouvernement et le Medef.
5. Ce sur quoi le gouvernement UMP a déjà bien avancé avec la réforme du 20 août 2008...
6. Le FN ayant choisi de préciser progressivement son programme lors de conférences de presse régulières, et de rendre un chiffre public à l'automne 2011. Quant à la partie « Acteurs économiques et emploi », autrement dit concernant les relations de travail elles-mêmes, elle a disparu du site internet du FN, et devrait être réactualisée bientôt.



Début avril, le FN mettait en ligne, l'affiche « Avec Marine, pour un printemps social ». Une semaine plus tard il l'a remplacé par une affiche plus « traditionnelle » faisant référence à Jeanne d'Arc. Entretemps, les « orthodoxes » de l'extrême droite, Minute en tête, avaient dénoncé l'abandon de cette référence.

Front national et social ?

Offensive antisyndicale : nouveau round

Fabien Engelmann, Annie Lemahieu, Franck Pech, Daniel Durand-Decaudin. Point commun : syndiqués ou syndicalistes, respectivement à la CGT, FO, SUD et la CFDT. Et surtout candidatEs sur des listes Front national lors des dernières élections cantonales. Ces candidatures ont à juste titre provoqué l'étonnement : comment peut-on appartenir (depuis excluEs ou en passe de l'être) à des organisations qui défendent des valeurs de solidarité, marquées (plus ou moins) à gauche, et porter les couleurs du FN, formation aux discours et programme racistes, xénophobes et antisociaux ? Basculement de franges entières du mouvement syndical ? Entrisme, ou simple coup médiatique orchestré par le FN ?

Le fait est que ces « coming-out » ne font qu'illustrer un phénomène constant depuis une quinzaine d'années : la porosité croissante du monde du travail, y compris des franges du mouvement syndical, avec les idées les plus réactionnaires incarnées par le FN. Comment s'en étonner, dans un contexte de crise face à laquelle aucun projet de société émancipateur n'apparaît crédible aux yeux des classes populaires, et où la politique raciste d'un gouvernement engagé dans une surenchère vis-à-vis du FN ne fait que le légitimer et le banaliser un peu plus ?

Déjà en 2002, 30% des ouvriers (et 17% des salariés), 38% des chômeurs avaient donné leur voix à Jean-Marie Le Pen. Neuf ans plus tard, l'étude des résultats des cantonales confirme cette tendance. Elle montre aussi que le niveau d'organisation de la classe et l'influence des syndicats joue un rôle immunitaire (relatif) face au vote FN : 3% des sympathisants SUD, 6% des sympathisants CGT, 8% des sympathisants CFDT... mais aussi 15% des sympathisants de FO ont voté FN¹. Ce qui pose évidemment question : autant concernant l'orientation et l'affaiblissement des référents idéologiques « traditionnels » au sein de ces organisations ; mais aussi la nécessité de les renforcer comme autant de remparts dans la période réactionnaire actuelle.

L'influence (idéologique) du FN au sein même des organisations syndicales n'est donc pas nouvelle. En quête de « dédramatisation », il a ici employé une de ses plus vieilles recettes : la victimisation. L'exclusion des « syndicalistes » frontistes, d'autant plus prévisible que le même coup avait été tenté au milieu des années 1990², a permis au FN de crier à la discrimination envers ses militants³... et, à travers eux, des travailleurs (français) qui ne seraient plus défendus par leurs organisations, partie intégrante du « système » face auquel le FN s'autoproclame seul opposant et alternative. À défaut de pouvoir intégrer publiquement ces organisations, le FN crée les siennes. Tout d'abord en fondant le Cercle

national de défense des travailleurs syndiqués (entendez par là les candidats frontistes exclus de leurs syndicats « en violation des principes démocratiques »), puis en annonçant lors de l'entre-deux tours des cantonales par la voix de Marine Le Pen « d'ici quelques semaines la création, dans tous les secteurs où il sera possible de le faire, des syndicats libres qui accepteront en leur sein des candidats, des électeurs ou des représentants du FN. »

Coup de bluff ? Dans tous les cas, les organisations qui se réclament de la défense des intérêts du monde du travail ne peuvent faire l'économie d'un effort accru dans la lutte contre le FN, dans leurs propres rangs bien évidemment, et au-delà. On ne peut que se féliciter de l'exclusion de la CGT de Fabien Engelmann et de ses comparses, et de la réaction de cette confédération⁴. C'était bien le moins⁵. La déclaration de l'intersyndicale du 17 mars intitulée « La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme »⁶ est un premier pas dans le sens d'une remobilisation face à l'extrême droite. Le principe de la préférence nationale (clef de voûte du programme du FN, proposition autour de laquelle s'articule sa xénophobie et son racisme) doit être dénoncé, et le racisme combattu. Mais la lutte contre le FN ne saurait se résumer à la seule construction d'un indispensable mouvement antiraciste (qui devra avant tout répondre pied à pied à la politique gouvernementale), et dans lequel les syndicats doivent jouer un rôle crucial. L'appel à la mobilisation « D'ailleurs nous sommes d'ici » le 28 mai est une échéance centrale dans cette perspective. En luttant aux côtés des travailleurs sans papiers pour leur régularisation, en luttant contre toutes les formes de racisme (et notamment l'islamophobie actuelle) et les discriminations, en développant les luttes transnationales... Les révolutions arabes dans lesquelles les travailleurs jouent un rôle important, tout comme les luttes en cours contre les plans d'austérité dans différents pays européens, sont une occasion de

construire une solidarité internationaliste qui sape les bases d'un repli nationaliste que le FN appelle de ses vœux. Il s'agit également, tout en défendant un programme et une stratégie anticapitalistes seuls à même de répondre aux attentes de la population dans ce contexte de crise, de dénoncer spécifiquement le FN pour ce qu'il est : un ennemi mortel du monde du travail et de ses organisations, auquel on ne saurait laisser le moindre espace.

Alexandre Timbaud

1. Voir l'enquête « Vote au 1^{er} tour des élections cantonales de mars 2011 selon la proximité syndicale », réalisé par Harris Interactive, le 20 mars 2011.
2. Après avoir « infiltré » des militants au sein de la CFE-CGC et de la CFTC, qui en avaient été exclus, le FN avait en 1996 lancé ses propres « syndicats » (FN-Police, FN-Pénitentiaire...) qui avaient été dissous par la justice pour non-respect des valeurs républicaines.
3. Voir le communiqué du FN du 4 avril 2011 intitulé « Non aux purges antirépublicaines dans les syndicats ».
4. Face à la provocation d'Engelmann et du FN qui appelaient à la tenue d'une conférence de presse le 28 mars devant le siège de la CGT, celle-ci a appelé ses militantEs à un rassemblement qui a réuni plus d'un millier de personnes.
5. Le plus inquiétant dans cette affaire étant la réaction de la section syndicale d'Engelmann, dont les 26 membres votèrent contre son exclusion, obligeant la confédération à lancer une procédure d'exclusion via la fédération nationale.
6. À laquelle FO ne s'est pas associée, préférant dans le cas qui la concernait ne dénoncer que son « indépendance par rapport aux partis politiques bafouée ». Les 15% de ses sympathisants qui votent FN n'inquiètent-ils pas cette centrale ?



Rassemblement des militantEs CGT à l'occasion de la convocation d'Engelmann en vue de son exclusion, le 28 mars 2011, au siège confédéral du syndicat à Montreuil.

(Photothèque Rouge/Milo)